

## "L'Europe à douze" dans L'Europe en formation (Mars 1985)

**Légende:** En mars 1985, la revue fédéraliste L'Europe en formation se réjouit de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes et demande une modification du processus décisionnel afin de garantir la viabilité du système communautaire.

**Source:** L'Europe en formation. Janvier-Mars 1985, n° 259. Nice. "L'Europe à douze", p. 3-4.

**Copyright:** (c) L'Europe en formation

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/l\\_europe\\_a\\_douze\\_dans\\_l\\_europe\\_en\\_formation\\_mars\\_1985-fr-67091a3a-9303-4bd0-98dd-df0a332ee895.html](http://www.cvce.eu/obj/l_europe_a_douze_dans_l_europe_en_formation_mars_1985-fr-67091a3a-9303-4bd0-98dd-df0a332ee895.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/12/2013

## L'Europe à douze

### Editorial

C'EST chose faite: nous savons depuis les conseils des ministres des affaires étrangères et des chefs d'État et de gouvernement réunis à Bruxelles les 28, 29 et 30 mars, que l'Espagne et le Portugal rejoindront la Communauté européenne à partir du 1er janvier 1986.

Bien sûr, il ne manque pas d'esprits chagrins pour s'inquiéter des conséquences d'une telle décision. Celle-ci était cependant dans la logique des choses: au terme de laborieuses négociations qui n'ont pas duré moins de sept années, les problèmes posés par les adhésions espagnole et portugaise ont été tournés et retournés sous toutes leurs coutures. Il n'était plus possible de continuer à biaiser; de reculer devant une décision devenue inévitable, puisque le principe même d'une Europe à douze était acquis de longue date. Si la négociation avait buté au dernier moment sur la pêche, les fruits et légumes ou le vin, l'échec aurait été ressenti comme étant celui de l'entreprise européenne elle-même. Au contraire, le fait d'avoir pu surmonter d'ultimes obstacles lève de lourdes hypothèques et permet d'envisager l'avenir avec une confiance renouvelée.

L'Espagne et le Portugal rejoindront donc notre Communauté. Leurs représentants siégeront au Parlement européen. L'«élargissement méditerranéen», amorcé par l'adhésion de la Grèce, rééquilibrera la Communauté vers le Sud. M. Papaandreou, après avoir marchandé son accord en faisant valoir l'intérêt majeur des programmes intégrés méditerranéens (P.I.M.) pour son pays, s'est finalement incliné sans trop de peine, en obtenant au passage des satisfactions appréciables.

Le moment est maintenant venu de régler les problèmes budgétaires qui paralysent la Communauté. C'est-à-dire de la doter d'un véritable budget pour 1985, qui lui permette de sortir du régime des douzièmes provisoires, et de ratifier dans les mois qui viennent les traités d'adhésion, afin de libérer les nouvelles ressources propres prévues par le conseil européen de Fontainebleau de juin 1984.

Mais au-delà de ces dispositions urgentes, une question fondamentale se pose: comment assurer la viabilité d'une Communauté à douze, si le processus décisionnel qui nous paralyse aujourd'hui n'est pas profondément modifié ?

Dans la nouvelle perspective qui s'ouvre, les projets d'Union européenne revêtent leur entière signification. Il devient urgent de consolider l'acquis communautaire et de dépasser le cadre strict des traités de Rome, pour franchir le «saut quantitatif» dont on nous a tant rebattu les oreilles ces dernières années. A cet égard, la période qui va précéder le prochain conseil européen de juin et celle qui va suivre auront une importance primordiale pour l'avenir.

Les gouvernements des six pays de la Communauté initiale (celle de Robert Schuman et Jean Monnet) paraissent décidés. La France annonce même des initiatives. Mais entre les intentions et les actes, la distance est souvent appréciable...

Il faudra coûte que coûte aller de l'avant, vaincre les obstructions et surmonter les réserves de plusieurs États membres de l'actuelle C.E.E., sans pour autant vider l'Union européenne de toute substance novatrice. C'est pourquoi, il convient de redoubler d'efforts, de volonté politique et d'imagination pour nous préparer à jeter les fondations d'un nouvel édifice européen.

L'élargissement méditerranéen ne s'imposera au cours des quinze années qui viennent que si l'étape de l'Union européenne nous rapproche de la réalisation d'une Europe fédérale et d'une société fédéraliste capables de répondre aux défis de civilisation de notre temps. Il faut donc éviter à tout prix que la montagne milanaise n'accouche d'une souris.

L'Europe ne peut plus attendre le rendez-vous qu'elle a avec l'Histoire, pour la bonne raison que le monde ne l'attendra pas



L'Europe en formation